



**PRÉFET
DE LA LOZÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
Interministérielle
et de l'Appui territorial**

LE PREFET

Mende, le **12 MARS 2026**

Monsieur le directeur,

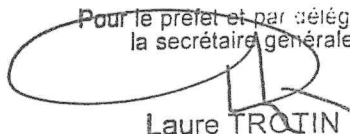
A la suite de l'instruction de votre dossier de demande d'autorisation environnementale pour une installation classée pour la protection de l'environnement portant sur le projet d'ouverture d'une carrière "La Crouzette", au lieu dit « la crouzette » – 48100 LACHAMP RIBENNES, je vous notifie en pièce jointe, une copie de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° PREF-DREAL-2026- 071- 001 du **12 MARS 2026**

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de Lachamp Ribennes pour y être affichée, sur les lieux réservés à cet effet pendant une durée de un mois. Il sera également mis en ligne sur le site internet des services de l'Etat par les soins de mes services.

Je vous prie de croire, Monsieur le directeur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le préfet

~~Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale~~


Laure TROIN

Monsieur le directeur
Société GEVAUDAN LAUZE
Les Faïsses
Lachamp
48100 LACHAMP RIBENNES

Copie à :

- **UID DREAL**
- Monsieur le maire de Lachamp Ribennes

PREF/DCIAT/BCPPAT/N° **045**
Affaire suivie par : Sylvie PAGES
3 rue du Faubourg Montbel
48005 Mende CEDEX
Tél. : 0466 49 67 76
Mél. : sylvie.pages@lozere.gouv.fr
Site internet : www.lozere.gouv.fr



**PREFET
DE LA LOZÈRE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Occitanie**

Arrêté préfectoral n° PREF DREAL 2026-071-001 du 12 MARS 2026
autorisant l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de schistes ardoisiers,
située au lieu-dit « La Crouzette » sur le territoire de la commune de Lachamp-Ribennes,
par la société GEVAUDAN LAUZES

Le préfet de la Lozère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-19, L.163-1, L.163-5, L.171-7, L.372-1, L.411-1, L.411-2 4°, L.415-3 et R.411-1 à R.411-14 ;
- Vu** le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles et le décret n°97-1204 du 19 décembre 1997 pris pour son application ;
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination du préfet de la Lozère Monsieur Gilles QUÉNÉHERVÉ ;
- Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne approuvé par arrêté du 10 mars 2022 et publié au journal officiel du 3 avril 2022 ;
- Vu** le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Adour-Garonne approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 10 mars 2022 et publié au journal officiel du 7 avril 2022 ;
- Vu** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Lot-amont approuvé par l'arrêté inter-préfectoral n° 2015-349-0002 du 15 décembre 2015 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDT-SCREF-2025-281-0001 en date du 08 octobre 2025 relatif à la prévention des incendies de forêt par le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé dans les espaces exposés aux risques d'incendie de forêt ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°76-2024-0750 du 02 juillet 2024 portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive au lieu-dit « La Crouzette » sur le territoire de la commune de Lachamp-Ribennes ;
- Vu** la demande d'autorisation environnementale (réf :B-240625-100312-580-003), dont l'accusé de réception en date du 25 juin 2024, relatif à l'ouverture d'une carrière située au lieu-dit « La Crouzette » sur le territoire de la commune de Lachamp-Ribennes ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.

181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

- Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire compilés dans les mémoires en réponse en date du 07 février 2025 suite à la demande de compléments formulées par courrier du 08 août 2024 en réponse aux contributions des services ;
- Vu** l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 11 avril 2025 ;
- Vu** le mémoire en réponse du 07 juillet 2025 de l'exploitant suite à l'avis de l'Autorité Environnementale du 11 avril 2025 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-DCIAT-BCPPAT-2025-283-001 du 10 octobre 2025 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale d'exploiter une carrière au lieu-dit « La Crouzette » sur le territoire de la commune de Lachamp-Ribennes par la société GEVAUDAN LAUZES ;
- Vu** l'affichage municipal de l'avis d'Enquête Publique dans les communes de Lachamp-Ribennes, Gabrias, Monts de Randon, Recoules de Fumas et Saint Léger de Peyre ;
- Vu** la publication en date du 23 octobre 2025 et du 13 novembre 2025 de cet avis dans le journal Midi libre ;
- Vu** la publication en date du 23 octobre 2025 et du 13 novembre 2025 de cet avis dans le journal La Lozère Nouvelle ;
- Vu** la délibération favorable de la commune de Lachamp-Ribennes en date du 23 décembre 2025 ;
- Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 23 février 2026 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier recommandé daté du 23 février 2026 ;
- Vu** la réponse du pétitionnaire en date du 09 mars 2026 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'importance des installations pour lesquelles une autorisation environnementale est sollicitée, nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de précaution permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

CONSIDÉRANT que les engagements de l'exploitant contenus dans son dossier de demande d'autorisation, notamment les dossiers d'études d'impacts et de dangers, sont complétés par des prescriptions d'installation et d'exploitation conformément à l'article L 512-1 du code de l'environnement susvisé ;

CONSIDÉRANT que le dossier technique révisé en dernier lieu en juillet 2025 par le demandeur précise les impacts et dangers des nouvelles installations ;

CONSIDÉRANT qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le pétitionnaire a été conduit à apporter des compléments à son projet initial en réponse aux observations des différents services ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles que définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement et réduction prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que le projet est intégré dans la planification publique (schéma des carrières) ;

CONSIDÉRANT les mesures présentées dans l'étude d'impact de la demande susvisée pour éviter et réduire les impacts du projet sur l'environnement telles que définies dans le volet 8 « éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités, compenser lorsque cela est possible les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits » de l'étude d'impact du dossier d'autorisation environnementale, reprise et complétées aux articles suivants ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante pour la réalisation de ce projet, en raison de la particularité du gisement de Lauzes de Lachamp-Ribennes répondant à la qualité recherchée et nécessaire pour sa commercialisation ;

CONSIDÉRANT que les eaux pluviales sont rejetées dans le sol par infiltration et que la ressource en eaux souterraines du secteur est très faible ;

CONSIDÉRANT que la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, est évaluée à 106 200 m² soit 10,62 ha ;

CONSIDÉRANT que l'exutoire des eaux du secteur est le ruisseau de Montchiroux qui est alimenté par les eaux pluviales ruisselants sur le bassin versant ;

CONSIDÉRANT que les eaux de ruissellement extérieures au site seront déviées du site pour éviter les risques de pollution par un merlon de 1m de haut sur la partie amont de la carrière ;

CONSIDÉRANT que les compléments de dossiers et engagements fournis par le demandeur sont de nature à répondre aux observations formulées par les services de l'État sur les enjeux biodiversité, paysagers et patrimoniaux, aux contributions favorables des conseils municipaux des communes concernées et aux observations du public ;

CONSIDÉRANT la prise en compte des enjeux environnementaux ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Lozère ;

Table des matières

Article 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	6
Article 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	6
Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	6
Article 1.1.2 Localisation et surfaces occupées par les installations.....	6
Article 1.1.3 Autorisations embarquées.....	6
Article 1.1.4 Les actes administratifs applicables.....	7
Article 1.2 Nature des installations.....	7
Article 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	8
Article 1.4 Durée de l'autorisation et Cessation d'activité.....	8
Article 1.4.1 Cessation d'activité et remise en état.....	8
Article 1.4.2 Durée de l'autorisation et caducité.....	8
Article 1.5 Garanties financières.....	8
Article 1.5.1 Obligation et établissement des garanties financières.....	8
Article 1.5.2 Montant des garanties financières.....	9
Article 1.5.3 Actualisation et renouvellement des garanties financières.....	9
Article 1.5.4 Levée de l'obligation des garanties financières.....	10
Article 1.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	10
Article 1.6.1 Dossier de l'installation.....	10
Article 1.6.2 Bilan et rapport annuels.....	10
Article 1.6.3 Conformité au présent arrêté.....	10
Article 1.7 Objectifs généraux.....	11
Article 1.8 Condition générale d'exploitation.....	11
Article 1.9 Autres dispositions.....	11
Article 1.9.1 Consignes.....	11
Article 1.9.2 Équipements abandonnés.....	12
Article 1.9.3 Patrimoine archéologique.....	12
Article 2 Protection de la qualité de l'air.....	12
Article 2.1 Dispositions générales.....	12
Article 2.2 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....	12
Article 2.3 Mesures des retombées de poussières.....	13
Article 2.4 Bilan des mesures des retombées de poussières.....	13
Article 3 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	14
Article 3.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	14
Article 3.2 Gestion des eaux pluviales.....	14
Article 3.3 Gestion point de rejet.....	14
Article 3.4 Conception et gestion des réseaux.....	14
Article 3.4.1 Dispositions générales.....	14
Article 3.4.2 Dispositions contre les pollutions accidentelles.....	15
Article 4 Autorisations embarquées, mesures d'évitement, de réduction.....	15
Article 4.1 Autorisation de défrichement.....	15
Article 4.1.1 Délai de mise en œuvre du défrichement.....	15
Article 4.1.2 Indemnité compensatrice.....	15
Article 4.1.3 Phasage du défrichement.....	15
Article 4.2 Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement.....	16
Article 4.3 Intégration paysagère.....	17
Article 5 Protection du cadre de vie.....	17
Article 5.1 Limitation des niveaux de bruits.....	17
Article 5.2 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	17
Article 5.3 Vibrations.....	17
Article 5.4 Tirs de mines.....	17
Article 5.5 Dispositions particulières au risque de feu de forêt.....	17
Article 6 Prévention des risques technologiques.....	17
Article 6.1 Principes directeurs.....	17
Article 6.2 Conception des installations.....	18
Article 6.2.1 Installations électriques.....	18

Article 6.2.2 État des stocks de produits dangereux.....	18
Article 6.3 Dispositifs et mesures de prévention des accidents.....	18
Article 6.3.1 Localisation des risques.....	18
Article 6.3.2 Incidents ou accidents.....	18
Article 6.3.3 Surveillance de l'installation.....	19
Article 6.3.4 Contrôle des accès.....	19
Article 6.3.5 Formation du personnel.....	19
Article 6.3.6 Accessibilité au site et circulation.....	19
Article 6.4 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	19
Article 6.4.1 Moyens d'intervention en cas d'accident.....	19
Article 6.4.2 Interdiction de feux et permis de feu.....	20
Article 6.3.3 Moyens de lutte contre l'incendie.....	20
Article 7 Prévention et gestion des déchets.....	20
Article 7.1 Gestion générale des déchets.....	20
Article 7.2 Séparation des déchets générés par ses activités.....	21
Article 8 Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement.....	21
Article 8.1 Phasage de l'exploitation.....	21
Article 8.2 Stockage et exploitation des matériaux.....	21
Article 8.3 Remise en état et acceptation de déchets inertes extérieurs.....	21
Article 8.4 Suivi.....	21
Article 9 Dispositions finales.....	22
Article 9.1 Délais et voies de recours.....	22
Article 9.2 Publicité.....	22
Article 9.3 Exécution.....	22
Liste annexes.....	23
Annexe 1.....	24
Annexe 2.....	25

ARTICLE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société GEVAUDAN LAUZES, SIRET n°80385609500028, dont le siège social est situé "Les Faïsses" - 48100 Lachamp Ribennes, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Lachamp-Ribennes au lieu-dit « La Crouzette », les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 Localisation et surfaces occupées par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles suivantes :

Lieu-dit	Zone	Section cadastrale	N° de parcelle	Superficie parcellaire	Superficie de l'autorisation	Superficie d'extraction
Lous Ebesses	Périmètres d'autorisation et d'extraction	C	40	4 200 m²	4 200 m²	/
			200	13 450 m²	13 450 m²	6 940 m²
La Crouzette			202	3 590 m²	3 590 m²	2 830 m²
			203	9 960 m²	9 960 m²	7 450 m²
			199pp	35 900 m²	35 900 m²	9 388 m²
Total (Superficies d'autorisation et d'extraction)			/	44 449 m²	44 449 m²	26 604 m²

Le chemin d'accès est situé sur les parcelles C197 et C199.

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

La surface totale autorisée est de 4ha 44a 49ca (44 449 m²).

Le plan cadastrale est joint en annexe 1.

Article 1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d' :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Récépissé de déclaration ou enregistrement d'installations mentionnées aux articles L.512-7 ou L.512-8, à l'exception des déclarations que le pétitionnaire indique vouloir effectuer de façon distincte de la procédure d'autorisation environnementale, ou arrêté de prescriptions applicable aux installations objet de la déclaration ou de l'enregistrement ;
- Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 ;
- Autorisation de défrichement en application des articles L.214-13, L.341-3, L.372-4, L.374-1 et L.375-4 du code forestier ;

Le bénéficiaire est autorisé à défricher pour une superficie de 9 038m² sur les parcelles suivantes :

Commune	Lieu-dit	Section cadastrale	N° de parcelle	Superficie parcellaire	Surface à défricher
Lachamp-Ribennes	Lous Ebesses	C	40	4 200 m ²	/

			200	13 450 m ²	5 590 m ²
	La Crouzette		202	3 590 m ²	2 494 m ²
			203	9 960 m ²	600 m ²
			199pp	35 900 m ²	345 m ²
Total			/	44 449 m ²	9 038 m ²

Article 1.1.4 Les actes administratifs applicables

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des différents arrêtés ministériels applicables et notamment :

- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques " ;

En cas de prescriptions divergentes avec celles du présent arrêté, la prescription la plus contraignante s'applique.

Article 1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Désignation de l'activité	Caractéristiques	Régime ⁽¹⁾ et rayon d'affichage
2510-1	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux. 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Emprise totale de la carrière : 4ha 44a 49ca Emprise d'extraction : 2ha 66a 04ca Durée demandée : 30 ans Tonnage à extraire : – Moyen : 15 000t/an – Maximum : 20 000t/an	A R = 3 km
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Superficie : 7 000 m ²	D
2524	Minéraux naturels ou artificiels tels que le marbre, le granite, l'ardoise, le verre, etc. (Ateliers de taillage, sciage et polissage de) La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 400 kW	Puissance installée : 39 kW (Brocheuse)	NC

(1) A : Autorisation, D : Déclaration, NC : Non Classée

Les installations exploitées relèvent de la rubrique IOTA suivante :

Rubrique IOTA	Désignation de l'activité	Nature et volume des activités	Régime ⁽¹⁾
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont	Le bassin versant intercepté par le projet étant : 4ha 44a 49ca	D

	les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).		
--	--	--	--

(1) D : Déclaration

Article 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, notamment le dossier d'autorisation environnementale.

Article 1.4 Durée de l'autorisation et Cessation d'activité

Article 1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

Sans préjudice des mesures de l'article R 512-74 du code de l'environnement, l'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est la restitution d'une vocation naturelle du site. Le réaménagement doit être réalisé selon les prescriptions prévues à l'article 8.3 du présent arrêté.

Article 1.4.2 Durée de l'autorisation et caducité

En application des articles L. 181-21, L 181-28 et L 515-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter ne peut excéder trente ans.

L'exploitation de la carrière est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires en temps utile.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisé et dans le délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeur ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R 211-117 et R 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 1.5 Garanties financières

Article 1.5.1 Obligation et établissement des garanties financières

Conformément aux dispositions de l'article R 516-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter la carrière est subordonnée à la constitution et au maintien de garanties financières répondant à la remise en état du site après exploitation.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement susvisé.

Aucun aménagement ou exploitation ne pourra s'effectuer sur des terrains non couverts par une garantie financière.

Dès la mise en activité de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement actualisé avec le dernier indice TP01 en vigueur lors de l'établissement de l'acte de cautionnement.

Article 1.5.2 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.2 et notamment pour la rubrique suivante : 2510.

Situation	Montant (€)
Phase quinquennale n°1 (0-5 ans)	42 105,00 €
Phase quinquennale n°2 (5-10 ans)	72 072,00 €
Phase quinquennale n°3 (10-15 ans)	88 363,00 €
Phase quinquennale n°4 (15-20 ans)	88 363,00 €
Phase quinquennale n°5 (20-25 ans)	86 709,00 €
Phase quinquennale n°6 (25-30 ans)	59 615,00 €

La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est 130,8 (Novembre 2025, parution au JO le 17/01/2026).

Les plans des garanties financières correspond aux phases mentionnées ci-dessus sont joints au dossier de la demande d'autorisation.

Article 1.5.3 Actualisation et renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins 3 mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.2. du présent arrêté.

Afin d'attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01,
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP 01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Ce montant actualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié susvisé, au montant de référence figurant dans le présent arrêté préfectoral, pour la période considérée.

Article 1.5.4 Levée de l'obligation des garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue par le code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée des obligations de garanties financières.

Article 1.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection

Article 1.6.1 Dossier de l'installation

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation complété, soit la version d'août 2025,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté, ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum,
- les rapports des visites et audits,
- les consignes prévues dans le présent arrêté.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 1.6.2 Bilan et rapport annuels

Une fois par an et avant la fin du mois de mars de l'année suivante, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (vérification de la conformité au présent arrêté, récapitulatif des mesures de protection des ressources en eau, élimination des déchets, résultats et analyse critique des mesures de niveaux de bruit et des vibrations, point sur l'avancement des travaux programmés, plan d'exploitation et de remise en état actualisé, incidents...) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

Ce rapport peut être transmis sous format informatique.

Article 1.6.3 Conformité au présent arrêté

Les dispositions nécessaires au respect du présent arrêté doivent avoir été prises.

L'exploitant doit s'assurer de la conformité des aménagements, équipements, procédures, avec les dispositions du présent arrêté.

Cette vérification prend la forme d'un audit réalisé par un auditeur compétent, indépendant des services d'exploitation de la carrière, il est réalisé dans un délai d'un an maximum après la notification du présent arrêté. Cet audit est transmis dès sa rédaction à l'inspecteur des installations classées.

Article 1.7 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

L'exploitant met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 1.8 Condition générale d'exploitation

La carrière fonctionnement uniquement en période diurne et durant les jours ouvrés, soit de 7h30 à 18h30 et du lundi au vendredi. La modification temporaire ou définitive de la période d'exploitation doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Article 1.9 Autres dispositions

Article 1.9.1 Consignes

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 1.9.2 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.9.3 Patrimoine archéologique

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au service chargé du patrimoine archéologique le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale complétée datée d'août 2025. Les opérations de décapage des parcelles associées à l'extension ne peuvent intervenir qu'après réception de l'avis du service du patrimoine archéologique. Les parcelles concernées sont listées à l'article 1.1.2 du présent arrêté.

L'exploitant se conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n°76-2024-0750 du 02 juillet 2024 portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive susvisé préalablement à tous travaux d'extraction.

ARTICLE 2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Article 2.1 Dispositions générales

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2.2 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), dans la mesure du possible revêtues d'un enrobé (ou revêtement équivalent), et convenablement nettoyées,
- les voies et aires de circulation ou de stationnement des véhicules non revêtues d'un enrobé (ou autre revêtement équivalent) font l'objet d'un traitement approprié d'abattage de poussière (arrosage, ...),
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- en cas de besoin, par temps sec notamment, arrosage des pistes de la zone d'extraction et les stockages de matériaux ;
- la vitesse sur les pistes est limitée à 30 km/h ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant,
- maintien au maximum de la végétation autour du site,
- en cas de besoin, arrosage des pistes, des talus, et des stocks par temps sec et/ou venté.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Dans l'organisation de son charroi, l'exploitant privilégie l'emprunt de la RD999 et réserve la traversée du hameau de Lachamp uniquement pour une desserte de proximité. Il fait figurer ces mesures dans les documents contractuels passés avec ses sous-traitants et ses clients.

L'exploitant établit une consigne qui détaille les techniques mises en œuvre pour limiter les émissions de poussières dans le cadre des opérations d'exploitation (tirs de mines, installation de traitement et extraction).

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 2.3 Mesures des retombées de poussières

Le site n'est pas soumis au plan de surveillance des poussières prévu par l'article 19.5 de l'arrêté ministériel du 22/09/194 car sa production annuelle est inférieure à 150 000 t/an.

Des campagnes de mesure des retombées de poussières doivent être réalisées lors de la première campagne d'exploitation de plus de 30 jours consécutifs en période propice à l'envol des poussières, soit en période estival. En cas de résultats conformes, une analyse doit être réalisée tous les 3 ans à minima. En cas de résultats non-conformes, la fréquence d'analyse devient annuelle jusqu'au retour à la conformité. Des analyses seront également effectuées en cas de plainte.

Les mesures des retombées de poussières peuvent être reconduites à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 2.4 Bilan des mesures des retombées de poussières

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classée un bilan des résultats des mesures des retombées de poussières prévues à l'article 2.3 du présent arrêté, l'issue du délai de 2 ans mentionné dans ce même article.

Le bilan des mesures est accompagné de commentaires qui tiennent compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. Dans le cas où les résultats sont supérieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, l'exploitant propose à l'inspection des installations classées des mesures correctives et les met en œuvre rapidement.

L'exploitant tient à disposition des riverains le bilan des mesures susmentionnées.

ARTICLE 3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3.1 Prélèvements et consommations d'eau

Aucun prélèvement d'eau n'est autorisé sur le site.

Article 3.2 Gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales sont dirigées vers le bassin de décantation sur le carreau de fond de fouille, préférentiellement au niveau des coordonnées des « bassins » indiqués sur les plans de phasage en annexe 2.

Les engins sont retirés du carreau en dehors des périodes d'extraction et en cas de forte pluie.

Le stockage d'hydrocarbures sur le carreau est interdit.

L'exploitation de la carrière ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des cours d'eau, ni modifier leur cheminement.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Les eaux ruisselant sur l'aire étanche sont dirigées vers le séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées sur le site.

Un suivi de la qualité des eaux du bassin de décantation (pH, conductivité, MES, DCO, DBO et hydrocarbures) est effectué la première année puis tous les 3 ans. Ce suivi fait l'objet d'un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le site est isolé hydrauliquement des eaux pluviales extérieures par la construction d'un merlon périphérique de 1 m en amont du site dans le sens d'écoulement ou par un fossé périphériques avec des matériaux imperméables.

Article 3.3 Gestion point de rejet

Aucun rejet direct d'effluent aqueux n'est autorisé vers l'extérieur du site.

Article 3.4 Conception et gestion des réseaux

Article 3.4.1 Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 3.4.2 Dispositions contre les pollutions accidentelles

Le ravitaillement et l'entretien des engins est réalisé sur une aire étanche bétonnée en forme de pointe de diamant, avec un caniveau de récupération central, et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels, et équipé d'un déshuileur.

Les engins sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants. Les kits peuvent être stockés dans les ateliers ou dans les locaux s'ils sont rapidement et aisément accessibles. L'exploitant détient un registre du personnel formé sur l'utilisation des kits d'interventions.

Les engins mobiles seront stationnés, hors période d'activité, sur l'aire étanche.

En cas de déversement de produits polluants sur le sol, l'exploitant procède à un décapage des sols. Les terres souillées sont traitées en tant que déchets dans une filière adaptée.

ARTICLE 4 AUTORISATIONS EMBARQUÉES, MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION

Afin de limiter les impacts sur l'environnement, l'exploitant met en œuvre les mesures détaillées dans le volet 8 « éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités, compenser lorsque cela est possible les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits » de l'étude d'impact du dossier d'autorisation environnementale complété d'août 2025 susvisé, et dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, et reprises ci-après pour leurs principales caractéristiques. Des mesures supplémentaires, détaillées ci-après, sont prescrites suite à l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Article 4.1 Autorisation de défrichement

L'exploitant est autorisé à procéder au défrichement, en application des articles L.214-13, L.341-3, L.372-4, L.374-1 et L.375-4 du code forestier, des surfaces détaillées au point 1.1.3 du présent arrêté et telles que figurées sur le plan cadastral du défrichement joint au dossier de demande d'autorisation.

Article 4.1.1 Délai de mise en œuvre du défrichement

L'autorisation de défrichement est valable 15 ans à compter de sa date de délivrance.

Article 4.1.2 Indemnité compensatrice

Le défrichement, d'une surface de 9038 m², est soumis à une indemnité compensatrice de 3 615 €

Article 4.1.3 Phasage du défrichement

Phase de défrichement	Surface défrichée (m ²)
Entre T0 et T+5 ans (zone 1)	5576
Entre T+5 et T+15 ans (zone 2)	3462
Total	9038

Article 4.2 Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement

Afin d'éviter et de réduire au maximum les impacts des travaux sur le milieu naturel, le bénéficiaire de l'autorisation met en œuvre les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement ci-après, détaillées dans le volet 8 de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation précité :

Numéro	Intitulé de la mesure
Mesures d'évitement	
/	Réduction du périmètre d'exploitation pour éviter la disparition d'une surface significative d'espace boisé au Nord du site, ramenant le défrichement de 9424 m ² à 9038 m ²
/	Marquage et conservation de l'arbre gîte pour les chiroptères repéré dans l'emprise des OLD (détaillé dans l'étude d'impact – et à la figure 64 de la pièce 3)
Mesures de réduction	
MR1	Adaptation du calendrier des défrichements à la phénologie des espèces à enjeu : Réduire la probabilité de destruction d'individus en période de reproduction et/ou d'hivernage et de limiter les effets du dérangement lors du démarrage des travaux c'est-à-dire de la phase de préparation. La période la moins sensible à l'ensemble des espèces étant du 15 octobre au 30 octobre.
MR2	Définition d'OLD alvéolaires en accord avec les enjeux écologiques : Réduire les impacts du débroussaillage sur les habitats naturels, la faune et la flore des milieux ouverts principalement, en accord avec la gestion du risque incendie et en période hivernale
MR3	Entretien des zones débroussaillées (OLD) en accord avec les enjeux écologiques : Entretien des OLD (Obligation Légale de Débroussaillage) en accord avec les enjeux écologiques identifiés sur la zone d'étude, tous les ans ou au maximum tous les 2 ans et uniquement entre le 1 ^{er} octobre et le 28 février.
MR4	Évitement de la haie située le long du chemin à créer : Évitement d'une haie existante localisée le long de l'actuelle piste en bordure Est de la parcelle agricole. Cette actuelle piste sera transformée en chemin d'accès vers la carrière. Cette haie sera conservée.
MR5	Création de haies en limite sud de périmètre – renforcement de la haie évitée : un nouveau linéaire boisé sera implanté en limite sud du périmètre, dans la prairie de fauche au sud est, en limite des OLD afin de créer de la connectivité avec les autres haies alentours ainsi que pour des raisons paysagères. En outre, la haie bordant le futur chemin d'accès sera conservée (mesure R4).
Mesure de suivi et d'accompagnement	
MS	Suivi des mesures de réduction par un écologue sur le terrain avec une attention particulière sur le repérage des gîtes naturels, avant le démarrage des travaux. Chaque année, l'exploitant tient à la disposition de l'administration, le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures E et R et de leur suivi, ainsi que tous les éléments de preuve de la mise en œuvre de ces mesures.
MA	Défavorabilisation écologique et déplacement du Pierrier situé dans l'emprise de la carrière sur la période fin été jusqu'à la fin octobre sous l'encadrement d'un écologue (Pièce 3, page 369-370), lorsque la phase d'exploitation quinquennale s'approchera du Pierrier.

Article 4.3 Intégration paysagère

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

L'exploitant doit mettre en œuvre l'ensemble des mesures mentionnées au II.4 « Paysages et visibilité » du volet 8 « éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités, compenser lorsque cela est possible les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits ».

ARTICLE 5 PROTECTION DU CADRE DE VIE

Article 5.1 Limitation des niveaux de bruits

Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 5.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

Article 5.3 Vibrations

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les vibrations émises respectent les règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Article 5.4 Tirs de mines

Les tirs de mines sont interdits.

Article 5.5 Dispositions particulières au risque de feu de forêt

Le projet respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral n°DDT-SCREF-2025-281-0001 en date du 08 octobre 2025 relatif à la prévention des incendies de forêt par le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé dans les espaces exposés aux risques d'incendie de forêt.

ARTICLE 6 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 6.1 Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de danger n°2023-21-E de janvier 2024 du dossier d'autorisation environnementale.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers pré-cité du dossier d'autorisation environnementale.

Article 6.2 Conception des installations

Article 6.2.1 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 6.2.2 État des stocks de produits dangereux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les Fiches de Données de Sécurité (FDS).

L'exploitant tient à jour un inventaire indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.

Ce registre est tenu à la disposition du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et de l'inspection.

Article 6.3 Dispositifs et mesures de prévention des accidents

Article 6.3.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Article 6.3.2 Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

La déclaration et le rapport précités sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure sur le site : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

Article 6.3.3 Surveillance de l'installation

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.

Article 6.3.4 Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 6.3.5 Formation du personnel

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre

l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Article 6.3.6 Accessibilité au site et circulation.

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 6.4 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 6.4.1 Moyens d'intervention en cas d'accident

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Article 6.4.2 Interdiction de feux et permis de feu

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Le permis de feu rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc ...) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

Article 6.3.3 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant assure l'accueil et la prise en charge des sapeurs-pompiers à partir de l'entrée du site. Un plan schématique du site, sous forme de pancarte inaltérable, est mis à disposition des sapeurs-pompiers afin de faciliter leur intervention.

L'exploitant met place sur son site une citerne d'eau de 30 m³ équipée d'un « raccordement pompier » pour la défense incendie et assure la disponibilité de cette réserve d'eau.

L'exploitant met à disposition aux services de secours un plan de son site recensant les moyens d'intervention. Ce plan est tenu à dispositions de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Article 7.1 Gestion générale des déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets produits.

A cette fin, il doit, conformément à la partie déchets de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, successivement :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possible.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

Article 7.2 Séparation des déchets générés par ses activités

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblayage, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-195 à R 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 8 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU FONCTIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 8.1 Phasage de l'exploitation

L'installation est exploitée selon le plan de phasage joint en annexe 2 du présent arrêté.

Article 8.2 Stockage et exploitation des matériaux

Le stockage des stériles et des matériaux de découverte est réalisé sur le carreau ou à l'abri des boisements ou en cordon périphérique temporaire voire lors des trois premières phases quinquennales au niveau de la zone Sud-Ouest qui est non exploitée lors des 15 premières années et topographiquement basse.

Le point le plus haut des stockages ne devra pas dépasser 1073 mNGF à T+10 ans et 1078 mNGF à T+15 ans.

Les pentes des stocks devront être au maximum de 60% afin de garantir une bonne stabilité.

Article 8.3 Remise en état et acceptation de déchets inertes extérieurs

La remise en état du site doit être réalisée six mois avant l'échéance du présent arrêté.

La vocation de la remise en état est écologique.

Le plan de la remise en état finale et la description détaillée de l'ensemble des travaux à réaliser sont listées dans le volet 9 « Conditions de remise en état du site » de l'étude d'impact du dossier d'autorisation environnementale d'août 2025.

Les apports de matériaux inertes extérieurs pour les opérations de remise en état sont interdits. Les apports de déchets inertes extérieurs pour stockage sont interdits.

Article 8.4 Suivi

L'exploitant tient périodiquement une réunion locale pour échanger sur l'avancée du projet, les travaux réalisés, les résultats des différents contrôles et analyses, et les actions prévues avec les personnes concernées (riverains, représentants de la commune, ...).

ARTICLE 9 DISPOSITIONS FINALES

Article 9.1 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nîmes :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 9.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Lachamp-Ribennes et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Lachamp-Ribennes pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Lozère pendant une durée minimale d'un mois.

Article 9.3 Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de la Lozère, la directrice départementale des territoires de la Lozère, la Directrice régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargées chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société GEVAUDAN LAUZES et à la mairie de la commune de Lachamp-Ribennes.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation
la secrétaire générale

Laure TROTIN

LISTE ANNEXES

Liste annexes ci-jointes à l'arrêté n° PREF-DREAL-2026-071-001 du 12 mars 2026

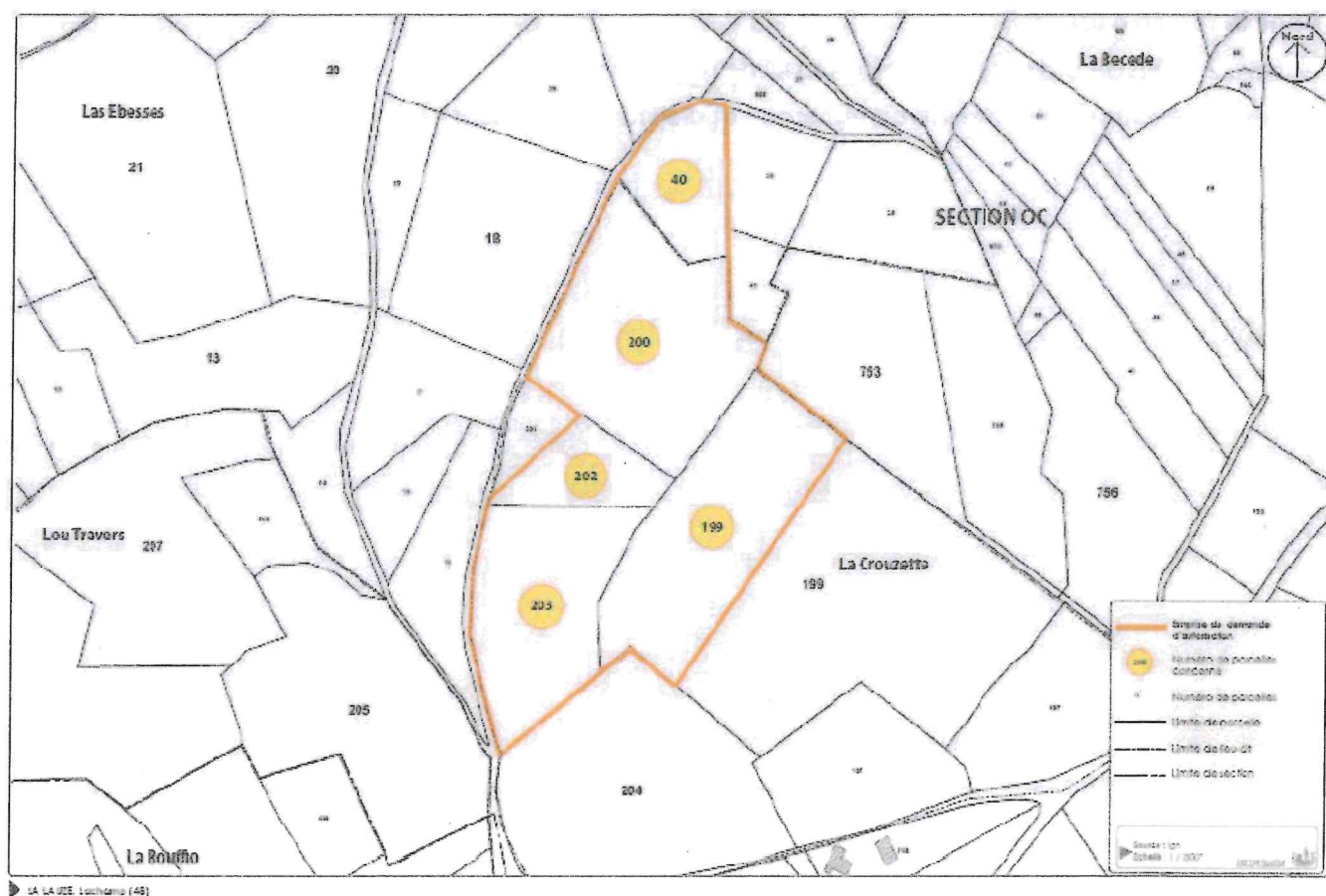
Annexe 1 : Plan cadastral

Annexe 2 : Plan de phasage d'exploitation et de remise en état

Annexe 3 : Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement

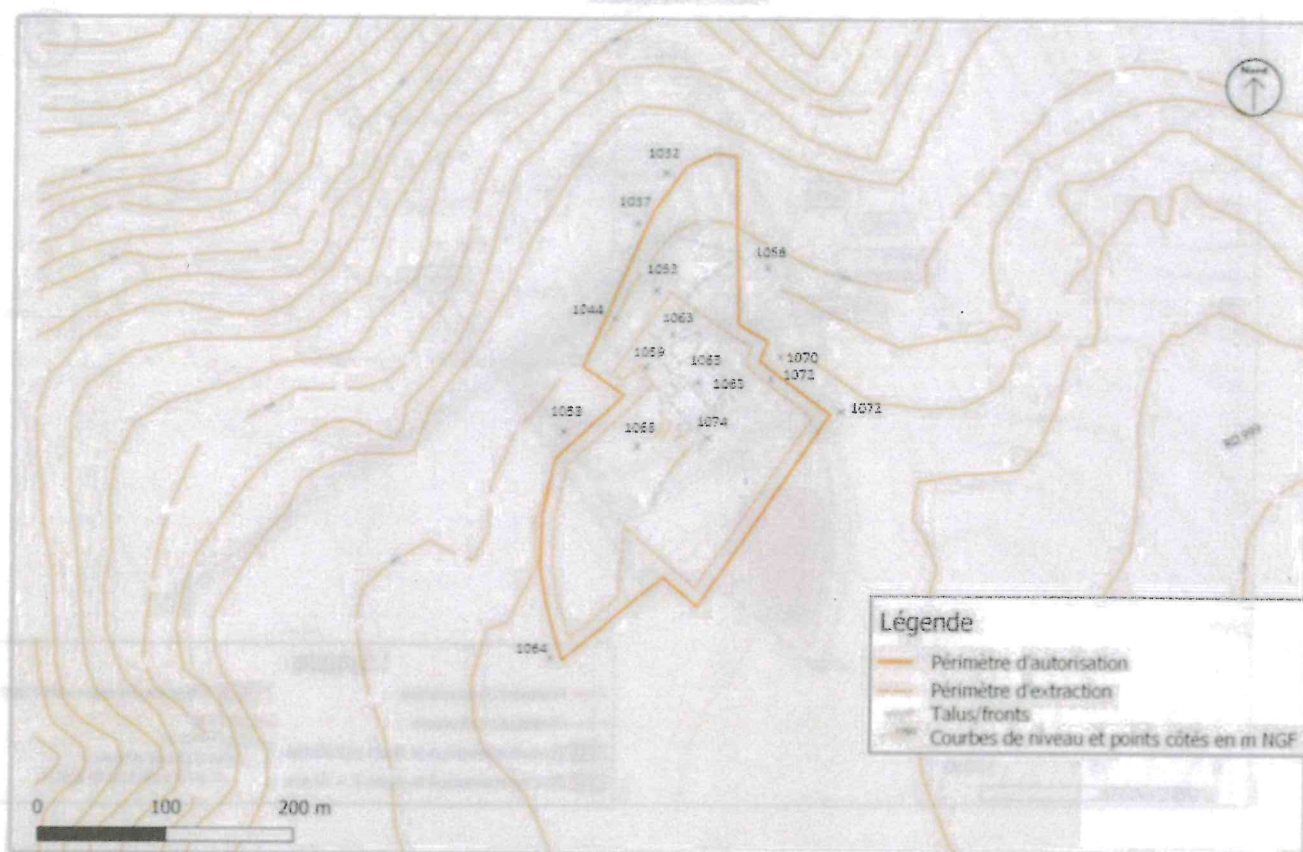


ANNEXE 1

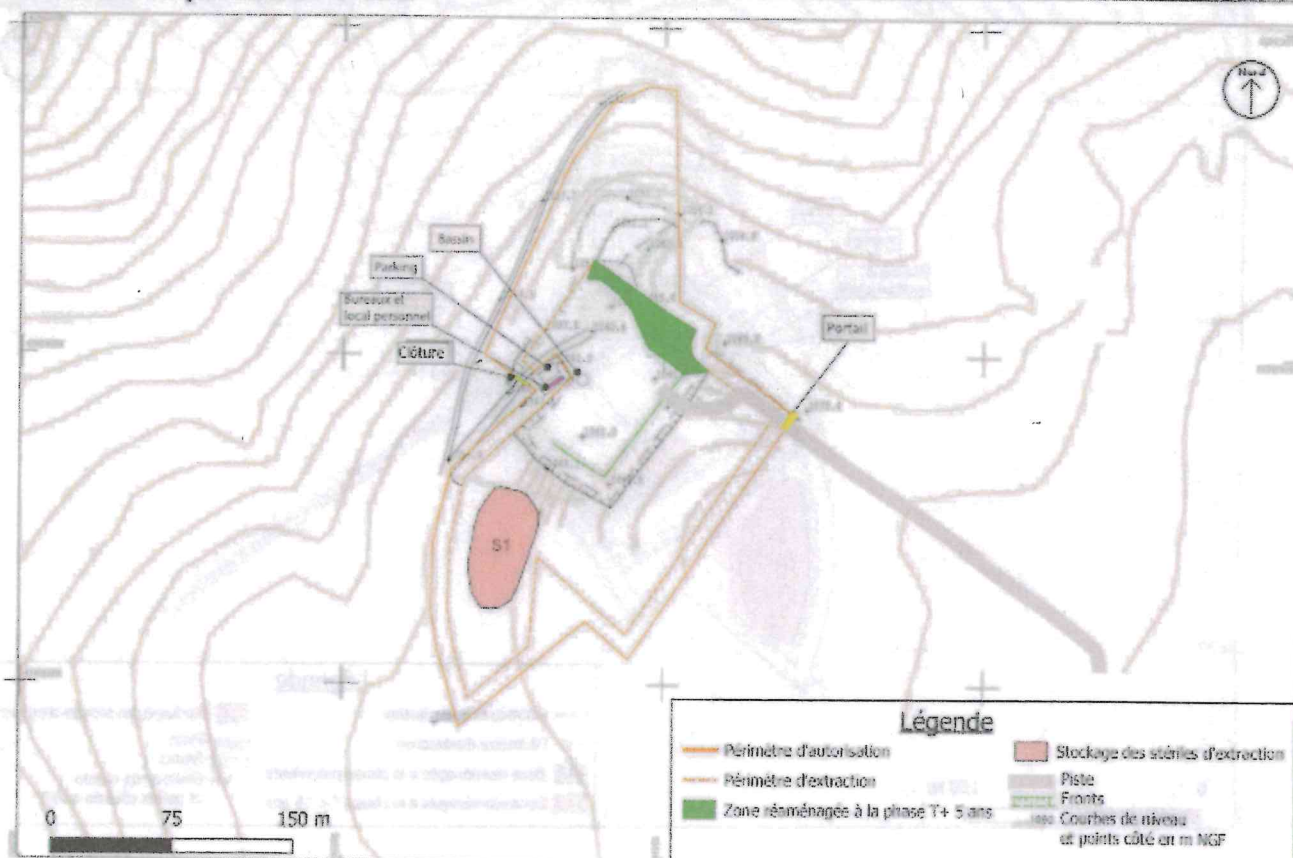


ANNEXE 2

Plan d'état actuel



Plan de la phase T+5 ans



Topographic map of the site of the former 'Centre de la Vallée' in 1999. The map shows contour lines, a road, and various zones. Key features include:

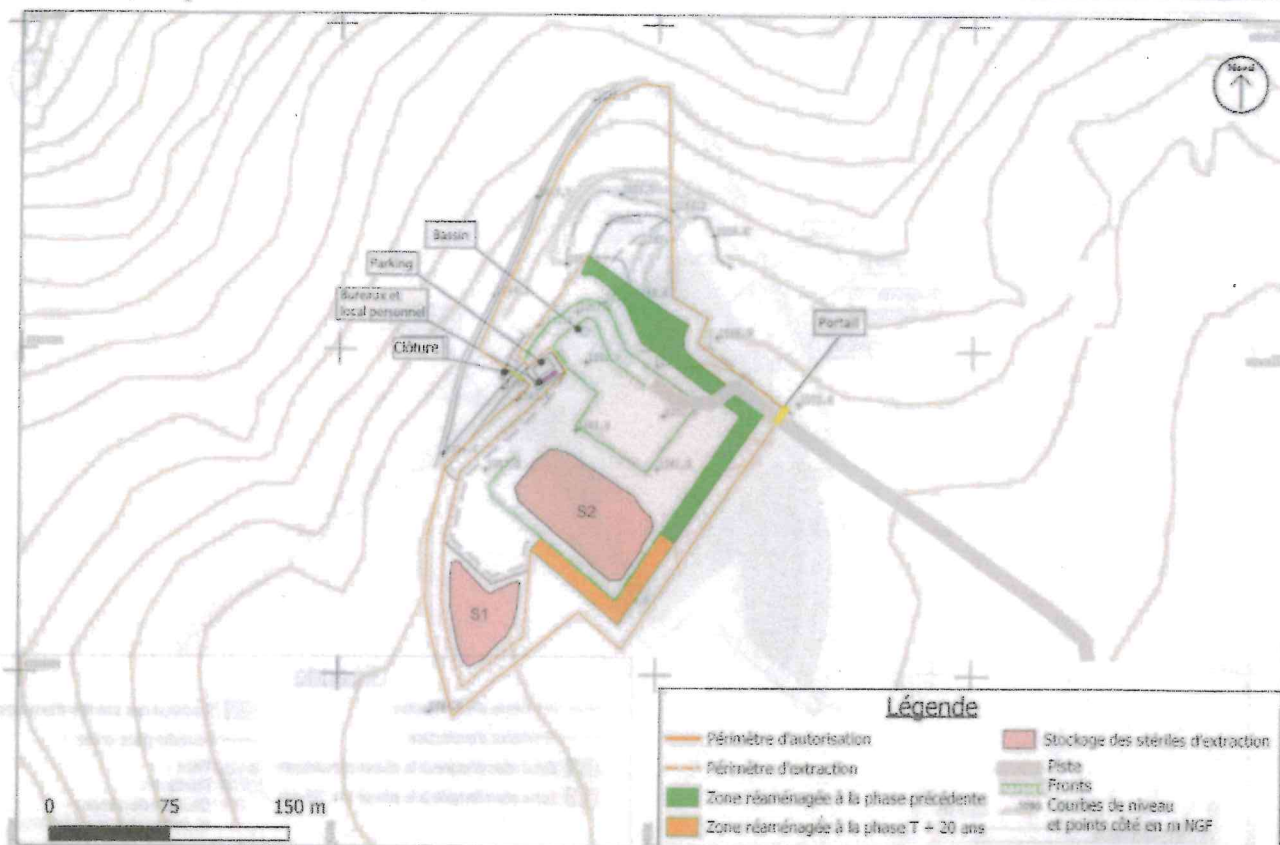
- Périmètre d'autorisation** (orange line)
- Périmètre d'extraction** (brown line)
- Zone réaménagée à la phase précédente** (green area)
- Zone réaménagée à la phase T + 15 ans** (orange area)
- Stockage des stériles d'extraction** (pink area, labeled S1 and S2)
- Piste** (grey line)
- Fronts** (dashed line)
- Courbes de niveau et points coté en m NGF** (contour lines and spot heights)

Labels on the map include: Bassin, Parking, Bureau et local personnel, Clôture, and Portail.

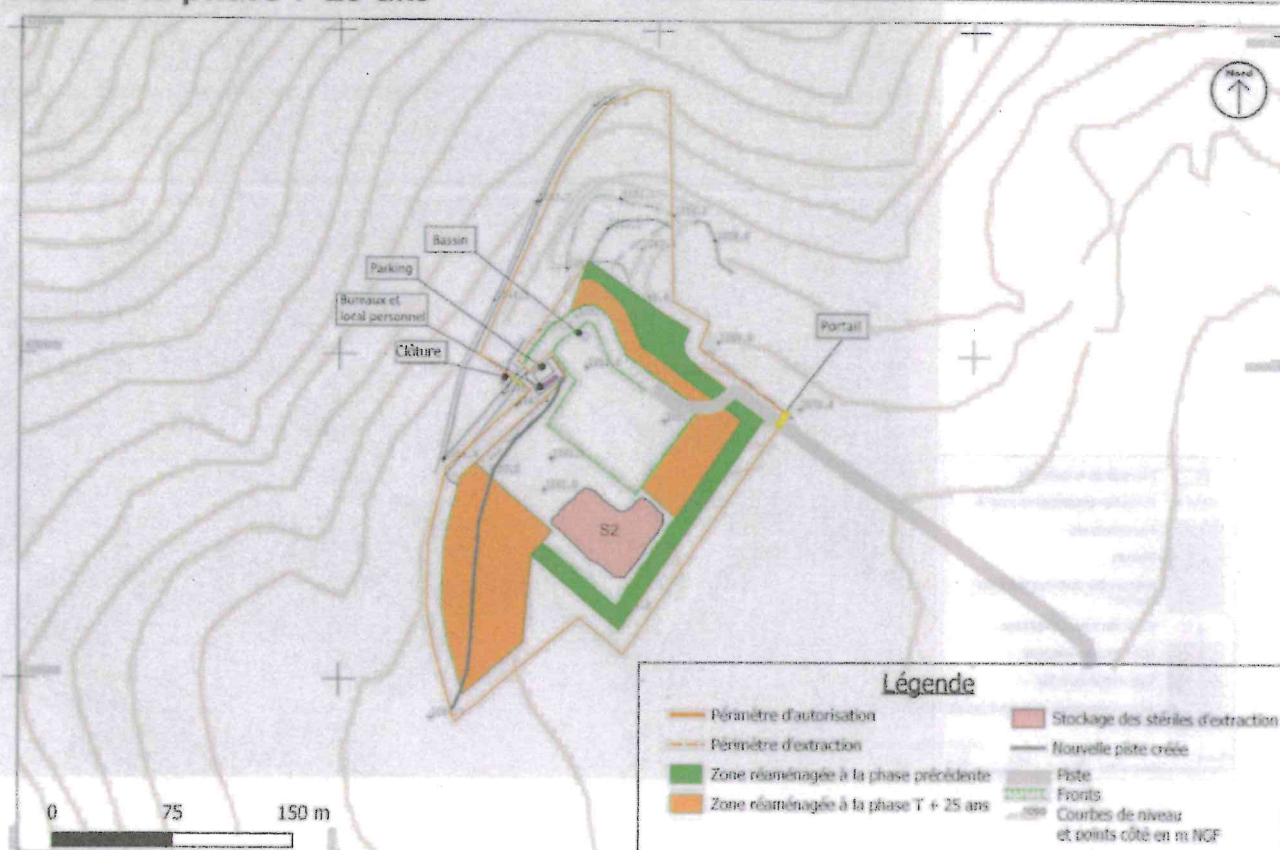
Scale: 0, 75, 150 m.

North arrow pointing up.

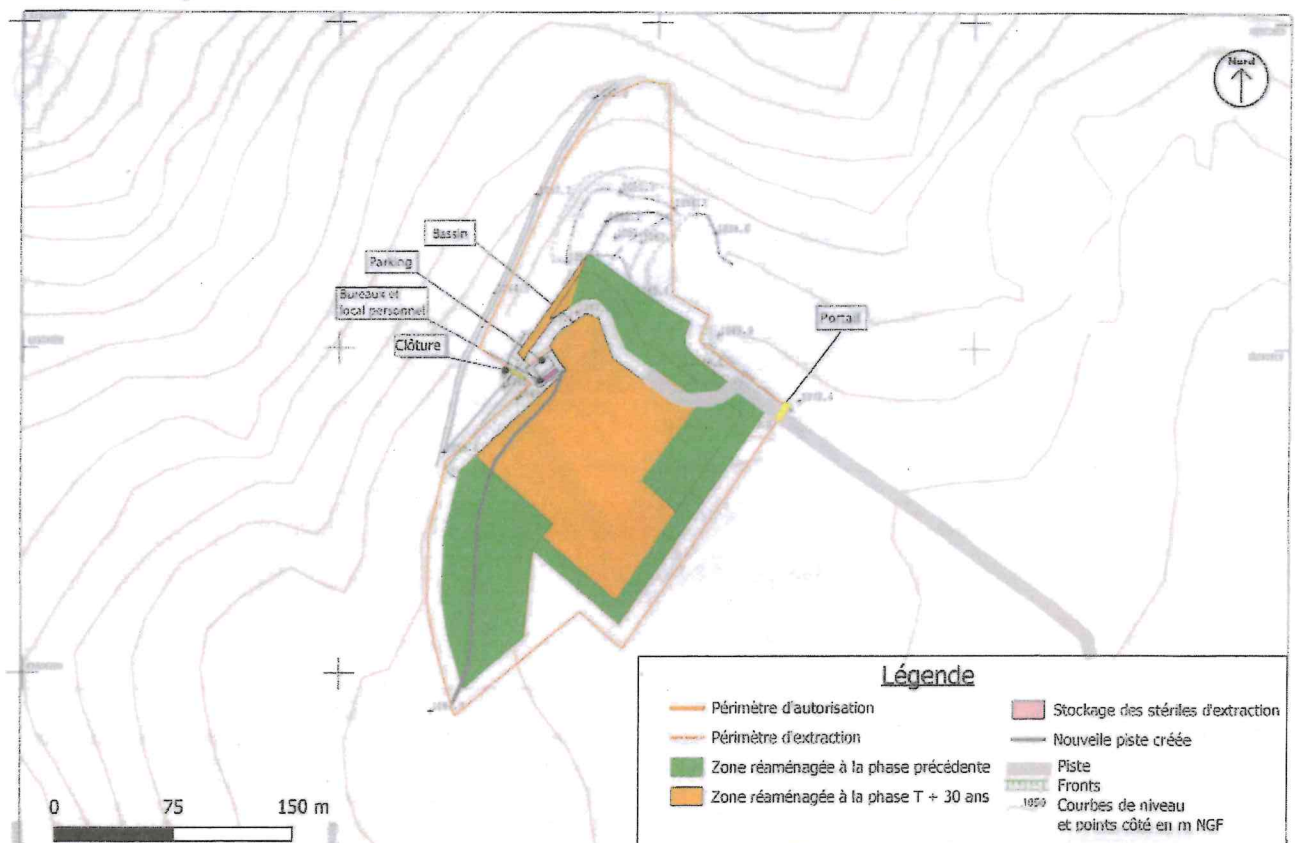
Plan de la phase T+20 ans



Plan de la phase T+25 ans



Plan de la phase T+30 ans



Plan d'état final réaménagé

